ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

La situation conjoncturelle au 4e trimestre 2025

Sommaire

1 Situation de l'emploi salarié et de l'emploi intérimaire P 2

2 Situation de la demande d'emploi P 3

3 Entrées et sorties de France Travail P 4

4 Bénéficiaire du RSA P 5

5 Offres d'emploi et tensions sur le marché P 6

6 Taux de chômage / Entrées en formation P 8

7 Recrutements et DPAE P 9

8 Démographie des entreprises P 10

9 Conjoncture nationale P 11

10 Projections macroéconomiques P 12

11 Annexe / Glossaire P 13

Taux de chômage

7,6%

AU T3 2025

L'ESSENTIEL

Au troisième trimestre 2025*, l'emploi salarié augmente légèrement en Île-de-France (+0,1 %), et est stable au niveau national. Sur un an, l'emploi salarié est stable en Île-de-France et en baisse au niveau national (–0,2 %). Dans le tertiaire marchand, l'emploi salarié diminue de 0,1 % sur le trimestre alors qu'il progresse de 0,5 % dans le tertiaire non marchand.

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A atteint 678 680 en Île-de-France au quatrième trimestre 2025, en hausse trimestrielle (+3,6 %) et en hausse annuelle (+8,5 %). En France métropolitaine, l'évolution est en hausse sur le trimestre (+2,8 %) et en hausse sur un an (+7,1 %).
Le volume de bénéficiaires du RSA inscrit à France Travail a beaucoup augmenté début 2025 avec la mise en place de la « Loi Plein Emploi ». Au quatrième trimestre 2025, le nombre de demandeurs d'emploi bénéficiaires du RSA inscrits à France Travail en catégorie A augmente de 3,2 % sur le trimestre.

Au quatrième trimestre 2025, 374 035 offres d'emploi ont été diffusées en Île-de-France par France Travail et ses partenaires. Cela représente une hausse sur un trimestre (+6,2 %) mais une diminution sur un an (–15,7 %). Au niveau national le volume d'offres diffusées diminue de 19,2 % sur un an. Le domaine avec le plus d'offres confiées à France Travail sur le quatrième trimestre reste « Aide à la vie quotidienne » qui connaît malgré tout une baisse de 21,9 % sur un an, après une baisse annuelle de 12,0 % au trimestre précédent. Globalement, 81 % des offres en Île-de-France concernent des contrats durables, contre 70 % au niveau national.

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) de plus d'un mois, hors intérim, sont en baisse au troisième trimestre (–1,2 % après +0,5 % au trimestre précédent). Au niveau national, elles sont également en baisse (–0,8 % sur le trimestre). Ces nouvelles données sont néanmoins à considérer avec prudence, en effet une modification du formulaire des DPAE a entrainé des erreurs déclaratives de la part des entreprises (voir avertissement p.9).

Les créations d'entreprises progressent en Île-de-France à fin septembre 2025 (+3,3 % du cumul 12 mois sur un trimestre), et au niveau national (+2,6 %). Les secteurs du Commerce et de l'Industrie manufacturière sont les plus dynamiques. Parallèlement, les défaillances d'entreprises augmentent à fin septembre 2025 sur un trimestre (+0,5 % du cumul sur douze mois en Île-de-France et +1,1 % au niveau national). Elles concernent pour un cinquième le secteur de l'Industrie.

* Certaines données ne sont disponibles qu'au troisième trimestre 2025.

Service Statistiques, Études et Évaluation

SITUATION DE L'EMPLOI SALARIÉ ET DE L'EMPLOI INTÉRIMAIRE – TROISIÈME TRIMESTRE 2025

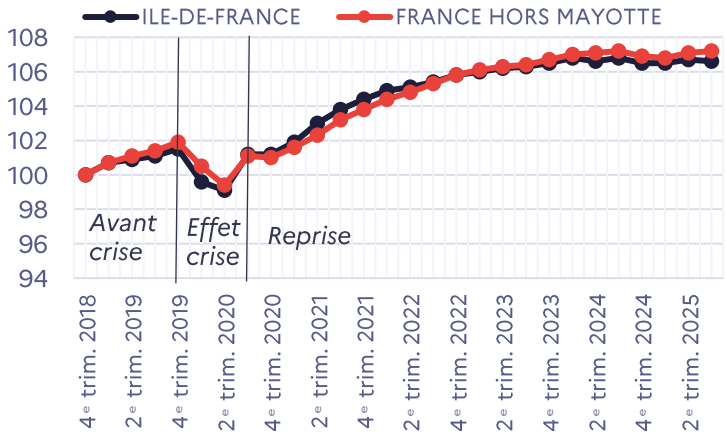
L'EMPLOI SALARIÉ AUGMENTE LÉGÈREMENT EN ÎLE-DE-FRANCE AU TROISIÈME TRIMESTRE 2025

Au troisième trimestre 2025, l'emploi salarié en Île-de-France augmente légèrement pour atteindre 6 361 700 emplois. La hausse est de 0,1 % sur le trimestre (soit 8 400 emplois en plus), après +0,2 % au trimestre précédent (+14 000 emplois). Au niveau national (hors Mayotte), l'emploi salarié est stable (+0,0 %), après une légère hausse de 0,2 % au trimestre précédent. Sur un an, il est stable en Île-de-France et en légère diminution au niveau national (–0,2 %).

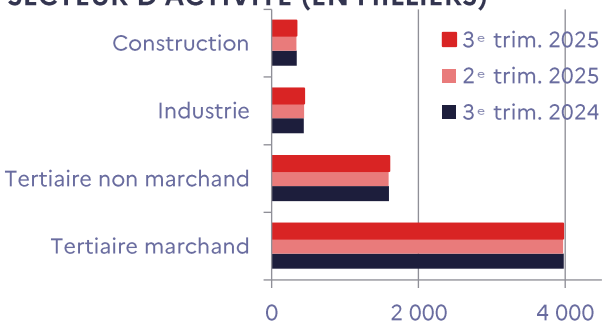
Dans le secteur tertiaire non marchand, l'emploi salarié augmente de 0,5 % sur un trimestre, après une augmentation de 0,2 % au trimestre précédent. Dans le tertiaire marchand il diminue de 0,1 %, après une baisse similaire au trimestre précédent. Dans la construction et l'industrie, il augmente légèrement (+0,3 % et +0,2 %) après +0,0 % et +0,1 % le trimestre précédent. Dans l'agriculture, il baisse de 2,3 % sur un trimestre (+0,8 % le trimestre précédent).

Selon les départements, les évolutions sont hétérogènes. En Essonne, dans les Yvelines et le Val-de-Marne, l'emploi salarié diminue sur un trimestre (–0,2 % en Essonne et –0,1 % pour les deux autres départements) après +0,2 %, –0,3 % et +0,4 % au trimestre précédent. Dans les Hauts-de-Seine et en Seine-et-Marne, il augmente de 0,1 % après +0,1 % et +0,4 % au trimestre précédent. A Paris, il augmente de 0,2 % (après +0,3 % au trimestre précédent). Enfin, en Seine-Saint-Denis et dans le Val-d'Oise, l'emploi salarié augmente de 0,5 % (après +0,5 % et –0,1 % au trimestre précédent).

GRAPHIQUE 1
ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ



GRAPHIQUE 2
RÉPARTITION DE L'EMPLOI SALARIÉ PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ (EN MILLIERS)



Source : Insee, Données CVS, IDF
* Tertiaire non–marchand : santé humaine, action sociale, administration publique, enseignement.

LE NOMBRE D'INTÉRIMAIRES CONTINUE SA LÉGÈRE BAISSE AU TROISIÈME TRIMESTRE 2025

Au troisième trimestre 2025, 114 829 personnes occupent un emploi intérimaire en Île-de-France. Cela représente une baisse de 1,7 % sur le trimestre (soit –2 032 intérimaires), comparable à celle observée au trimestre précédent (–1,6 %, soit 1 902 intérimaires au deuxième trimestre 2025). Sur un an, l'emploi intérimaire recule de 5,7 % et reste très en deçà de son niveau d'avant crise sanitaire (–13,6 % par rapport au dernier trimestre 2019). Au niveau national, le nombre d'intérimaires est en baisse de 0,6 % sur le trimestre et de 2,8 % sur un an.

Ce trimestre, l'emploi intérimaire se replie dans tous les secteurs. Dans l'industrie, après –2,0% au deuxième trimestre, la baisse ralentit avec -1,5 % ce trimestre. Dans la construction, l'emploi intérimaire diminue de 0,1 % (+0,5 % au trimestre précédent). Dans le tertiaire, la baisse est de –2,3 % ce trimestre (-2,2 % au deuxième trimestre).

TABLEAU 1 - ÉVOLUTION DU NOMBRE D'INTÉRIMAIRES PAR SECTEUR

Île-de-France	Évolution trimestrielle (en %)		Evolution annuelle (en %)	Évolution par rapport au T4 2019 (en %)
	2025T2	2025T3	2025T3	2025T3
Ensemble des secteurs	**-1,6**	**-1,7**	**-5,7**	**-13,6**
Industrie	-2,0	-1,5	-4,2	-19,3
Construction	0,5	-0,1	1,0	-16,2
Tertiaire	-2,2	-2,3	-7,9	-11,4

Source : DARES, France Travail, Données CVS, IDF

HAUSSE DE LA DEMANDE D'EMPLOI AU QUATRIÈME TRIMESTRE 2025

En Île-de-France, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) s'établit en moyenne à 678 680 au quatrième trimestre 2025. Ce nombre progresse de 3,6 % sur un trimestre et de 8,5 % sur un an. En France métropolitaine, ce nombre augmente de 2,8 % ce trimestre et de 7,1 % sur un an.

Le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant ou non exercé une activité (catégories A, B, C) s'établit en moyenne à 1 072 110 au quatrième trimestre 2025. Ce nombre est en hausse de 1,9 % sur un trimestre et en hausse de 6,5 % sur un an. En France métropolitaine, ce nombre augmente de 1,0 % ce trimestre et de 4,9 % sur un an.

L'évolution annuelle de la demande d'emploi est affectée à la hausse par l'inscription automatique des nouveaux publics de la loi Plein Emploi.

TABLEAU 2 : DEMANDEURS D'EMPLOI PAR CATEGORIE

	4e trim. 2025		Évolution (en %) sur	
	Effectif	Part	un trimestre	un an
Ensemble des inscrits tenus de rechercher un emploi (cat. A, B, C)	**1 072 110**	**91%**	**+1,9**	**+6,5**
Cat. A : sans emploi	678 680	57%	3,6	+8,5
Cat. B : en activité réduite courte	154 990	13%	0,5	+2,9
Cat. C : en activité réduite longue	238 440	20%	-1,9	+3,4
Ensemble des inscrits non tenus de rechercher un emploi (cat. D, E)	**110 200**	**9%**	**-0,8**	**-3,3**
Cat. D : sans emploi (stage, formation, maladie...)	58 840	5%	-2,0	-1,0
Cat. E : en emploi (contrats aidés, création d'entreprise...)	51 360	4%	+0,7	-5,8
Ensemble des inscrits (catégories A, B, C, D, E)	**1 182 310**	**100%**	**+1,6**	**+5,5**

Source : France Travail–DARES, STMT, traitements DARES (données CVS), IDF

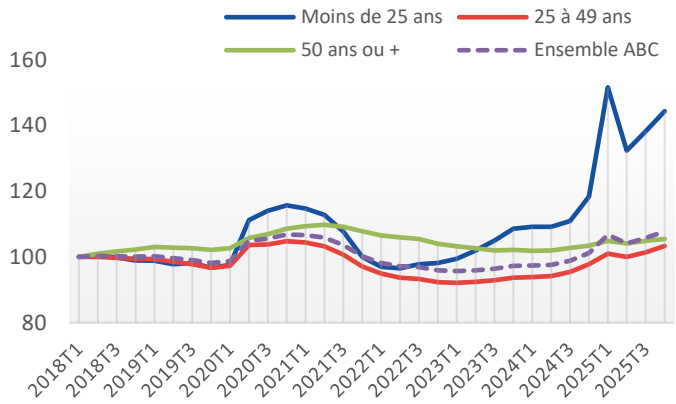
HAUSSE DU NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI DE MOINS DE 25 ANS CE TRIMESTRE

Au quatrième trimestre 2025, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C en Île-de-France est en hausse de 4,4 % pour les moins de 25 ans (+22,0 % sur un an), de 1,9 % pour les 25 à 49 ans (+5,7 % sur un an) et de 0,5 % pour les 50 ans ou plus (+1,9 % sur un an).

Sur la même période, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B et C depuis un an ou plus augmente de 3,2 % (+10,0 % sur un an). Celui des inscrits depuis moins d'un an augmente, quant à lui, de 0,8 % sur le trimestre (+3,9 % sur un an).

Par ailleurs, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C progresse de 1,6 % pour les hommes (+6,6 % sur un an) et de 2,1 % pour les femmes (+6,4 % sur un an).

GRAPHIQUE 3
ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (ABC)



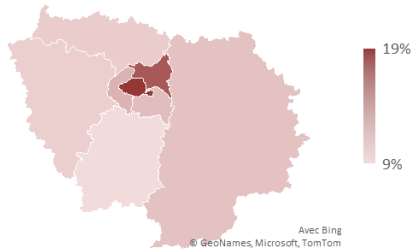
Source : France Travail–DARES, STMT, traitements DARES (données CVS), IDF

AU MOINS UN DEMANDEUR D'EMPLOI SUR TROIS RÉSIDE À PARIS OU EN SEINE-SAINT-DENIS

En Île-de-France, les demandeurs d'emploi en catégories A, B et C sont plus nombreux à Paris (19 %) et en Seine-Saint-Denis (17 %). Les autres départements représentent chacun de 9 à 12 % des demandeurs franciliens.

Sur un trimestre, les évolutions du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C se situent entre +1,3 % à Paris et +2,6 % en Essonne. Sur un an, elles atteignent +4,6 % à Paris et +9,7 % en Essonne.

CARTE 1
LA DEMANDE D'EMPLOI (ABC) PAR DÉPARTEMENT



Source : France Travail–DARES, STMT, traitements DARES (données CVS), IDF

SITUATION DE LA DEMANDE D'EMPLOI – QUATRIÈME TRIMESTRE 2025

La dynamique des entrées et des sorties est essentiellement déterminée en 2025 par la montée en charge des défauts d'actualisation hybride et de leur corollaire sur les réinscriptions automatiques suite à défaut d'actualisation (ces dernières étant dans l'agrégat autres motifs d'entrée) : les personnes non accompagnées par FT, non indemnisables et en catégorie ABCDE sont soumises à une actualisation hybride dont le défaut n'emporte pas de conséquence sur l'inscription opérationnelle. En revanche, statistiquement, faute de savoir s'ils ont fait de l'activité réduite et donc de pouvoir les classer A, B ou C, ils ne sont pas comptabilisés dans la DEFM mais en sortie, et mécaniquement en entrée le mois suivant.

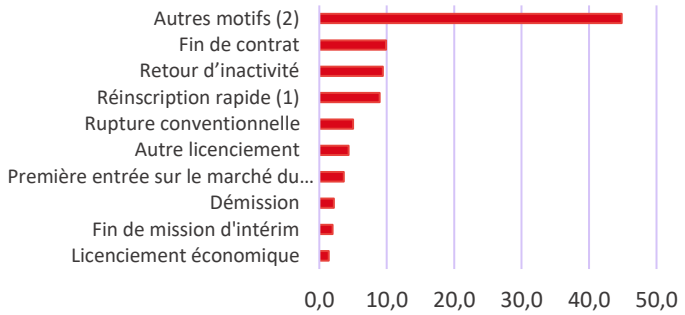
HAUSSE DES ENTRÉES DE FRANCE TRAVAIL AU QUATRIÈME TRIMESTRE 2025

En Île-de-France, le nombre moyen d'entrées en catégories A, B, C au troisième trimestre 2025 augmente de 10,4 % par rapport au trimestre précédent (+54,0 % sur un an).
Les entrées pour fin de mission d'intérim (+21,9 %), licenciement économique (+4,8 %), fin de contrat (+4,7 %), autre licenciement (+4,5 %), démission (+3,0 %), retour d'inactivité (+2,1 %) augmentent sur le trimestre. Les entrées pour motif indéterminé (–17,3 %), première entrée sur le marché du travail (-16,2 %), réinscription rapide (–6,8 %), rupture conventionnelle (–3,0 %) sont quant à elles en baisse.

GRAPHIQUE 4
ÉVOLUTION DES ENTRÉES DES DEMANDEURS D'EMPLOI

Source : France Travail–DARES, STMT, traitements DARES (données CVS), IDF

GRAPHIQUE 5
RÉPARTITION DES MOTIFS (EN %)

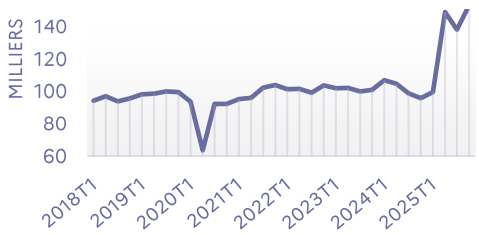


(1) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).
(2) Inscription liée aux publics de la Loi Plein Emploi, fin d'activité non salariée, retour en France ou recherche d'un autre emploi.

AUGMENTATION DES SORTIES DE FRANCE TRAVAIL AU QUATRIÈME TRIMESTRE 2025

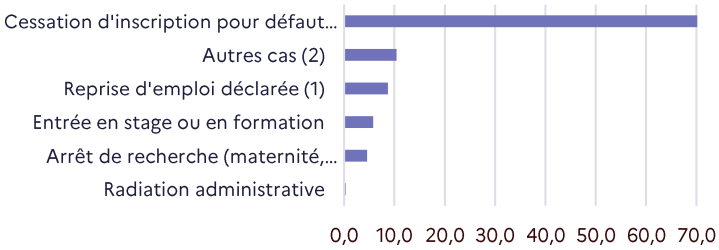
Le nombre moyen de sorties de catégories A, B, C au troisième trimestre 2025 est en hausse de 10,9 % par rapport au trimestre précédent (+60,1 % sur un an).
Les sorties pour autres cas (+12,9 %), pour arrêt de recherche (maternité, maladie, retraite) (+7,0 %), pour radiation administrative (+6,2 %), pour reprise d'emploi déclarée (+3,0 %) sont en hausse sur le trimestre tandis que les sorties pour entrée en stage ou en formation (–6,2 %) sont en baisse.

GRAPHIQUE 6
ÉVOLUTION DES SORTIES DES DEMANDEURS D'EMPLOI



Source : France Travail–DARES, STMT, traitements DARES (données CVS), IDF

GRAPHIQUE 7
RÉPARTITION DES MOTIFS (EN %)



(1) Uniquement celles connues de France Travail.
(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

TABLEAU 3
ENTRÉES ET SORTIES DE CATÉGORIES A, B, C

	Nombre moyen au 4e trim. 2025	Évolution trimestrielle (en %)	Évolution annuelle (en %)
Île-de-France			
Entrées en catégories A, B, C	159 330	+10,4	+54,0
Sorties en catégories A, B, C	153 060	+10,9	+60,1
France métropolitaine (en milliers)			
Entrées en catégories A, B, C	596 500	+8,7	+6,4
Sorties en catégories A, B, C	531 300	+1,9	-6,2

Source : France Travail–DARES, STMT, traitements DARES (données CVS).

BÉNÉFICIAIRES DU REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE (RSA)

HAUSSE DU NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI BÉNÉFICIAIRES DU RSA AU QUATRIÈME TRIMESTRE

Depuis le 1er janvier 2025, l'inscription obligatoire des bénéficiaires du RSA à France Travail s'applique et entraîne une augmentation du nombre de demandeurs d'emploi bénéficiaires du RSA.

En Île-de-France, au quatrième trimestre 2025, le nombre de bénéficiaires du RSA inscrits à France Travail (toutes catégories d'inscription) atteint 281 482. Il double sur un an (+103,2 %). En catégorie A, 110 528 demandeurs d'emploi sont allocataires du RSA (+3,2 % sur le trimestre et +3,0 % sur l'année), soit 3 420 demandeurs d'emploi en plus par rapport au troisième trimestre 2025. En catégorie A, B et C, ce sont 134 158 demandeurs d'emploi qui perçoivent le RSA (+4,7 % sur le trimestre et +2,8 % sur l'année), soit 6 061 demandeurs d'emploi supplémentaires sur le trimestre.
Près de la moitié des bénéficiaires du RSA inscrits à France Travail (42,8 %, soit 120 427 personnes) sont en attente d'orientation (catégorie G). De plus, plus de 19 700 bénéficiaires du RSA (contre environ 13 700 au trimestre précédent) relèvent du parcours social (catégorie F) et sont accompagnés par les départements. Ils représentent 65,9 % des inscrits en parcours social.
Les bénéficiaires du RSA représentent 20,0 % de l'ensemble des inscrits à France Travail et 65,4 % des inscrits en attente d'orientation (Catégorie G).

TABLEAU 4
VOLUME MOYEN DES DEMANDEURS D'EMPLOI BÉNÉFICIAIRES DU RSA, RÉPARTITION PAR CATÉGORIE ET ÉVOLUTION DES EFFECTIFS

Demandeurs d'emploi bénéficiaires du RSA	4e trimestre 2025		Evolution sur	
	Effectif	Répartition en % par catégorie	un trimestre	un an
Catégorie A	110 528	39,2%	3,2%	3,0%
Catégorie B	14 577	5,2%	13,9%	0,9%
Catégorie C	9 052	3,2%	10,6%	3,5%
Catégorie D	4 676	1,7%	29,0%	-16,9%
Catégorie E	2 648	0,9%	7,6%	7,8%
Catégorie F	19 746	7,0%	43,9%	
Catégorie G	120 427	42,8%	-5,3%	
Catégories ABC	134 158	47,6%	4,7%	2,8%
Catégories ABCDE	141 482	50,2%	5,4%	2,1%
Ensemble de la DEFM	281 655	100,0%	2,4%	103,2%

Source : France Travail, STMT, données brutes, IDF

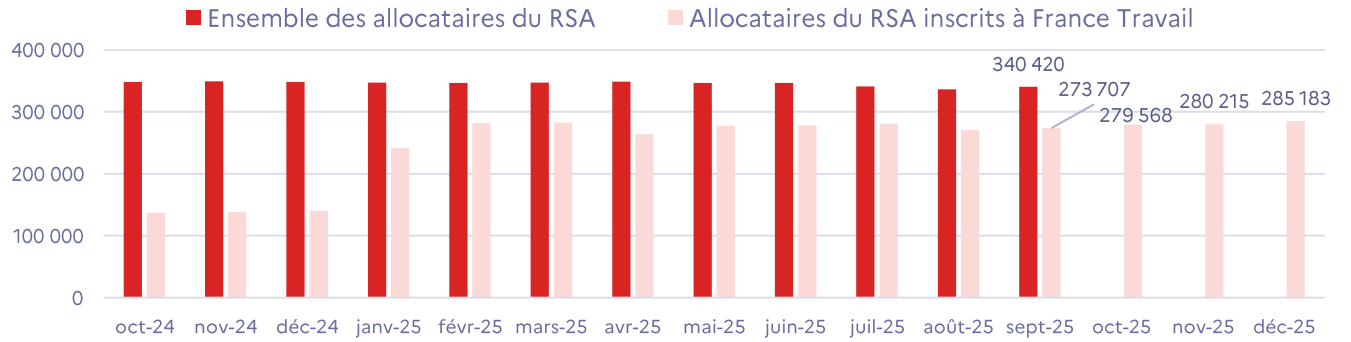
PARMI LES BÉNÉFICIAIRES DU RSA, LA PART D'INSCRITS À FRANCE TRAVAIL SE MAINTIENT AUTOUR DE 80 %

En Île-de-France, le nombre total de bénéficiaires du RSA s'élève à 340 420 personnes à fin septembre 2025 (–1,8 % sur un trimestre et –1,5 % sur l'année), soit environ 5 210 allocataires de moins qu'au même mois l'année précédente.

Après la mise en œuvre de l'inscription obligatoire des bénéficiaires du RSA et, par conséquence, la forte augmentation de leurs inscriptions à France Travail au premier trimestre 2025, la part des bénéficiaires du RSA inscrits à France Travail à fin septembre 2025 augmente légèrement sur un trimestre et atteint à 80,4 % (80,2 % à fin juin 2025).

Au niveau de la France entière, le volume de l'ensemble des allocataires du RSA atteint 1 809 800 à la fin du troisième trimestre 2025, soit une légère baisse sur un an (–1,1 %).

GRAPHIQUE 8
ÉVOLUTION DU NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DU RSA EN ÎLE-DE-FRANCE SUR UN AN



Source : DREES, données provisoires sur les quatre derniers mois ; France Travail, STMT, données brutes, IDF

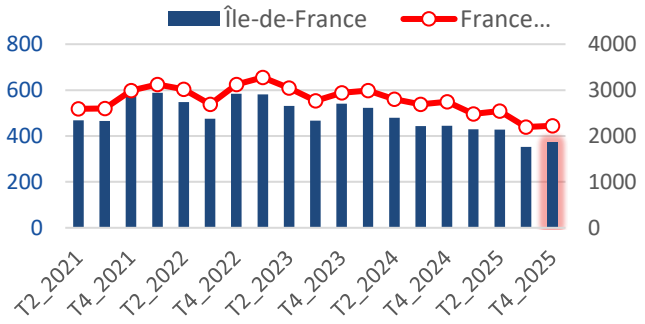
HAUSSE DU NOMBRE D'OFFRES D'EMPLOI DIFFUSÉES EN ÎLE-DE-FRANCE

Le nombre d'offres d'emploi diffusées en Île-de-France est en hausse (+6,2 %) au quatrième trimestre 2025 avec 374 035 offres. Cela fait suite à une forte baisse (–17,6 %) au trimestre précédent. À l'échelle nationale, le volume d'offres diffusées est en légère hausse (+1,2 %).

Sur un an, le volume d'offres d'emploi en Île-de-France reste en baisse avec une diminution de 15,7 % (–20,5 % sur un an au trimestre précédent) contre une baisse de 19,2 % à l'échelle nationale (–13,7 % sur un an au trimestre précédent). Par rapport au quatrième trimestre 2019 (période d'avant crise sanitaire) le nombre d'offres d'emploi franciliennes est en baisse de 27,7 %, tandis qu'au niveau national, le volume d'offres augmente de 3,8 %.

Ce trimestre, parmi les offres d'emploi diffusées en Île-de-France, 26,5 % sont confiées à France Travail (cette part est de 34,4 % au national).

GRAPHIQUE 9
ÉVOLUTION TRIMESTRIELLE DES OFFRES D'EMPLOI DIFFUSÉES (EN MILLIERS)



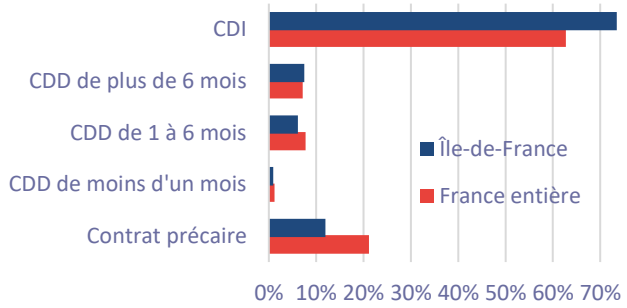
Source : France Travail, Offres d'emploi diffusées ; Données brutes

UNE PLUS GRANDE PART D'OFFRES DURABLES EN ÎLE-DE-FRANCE QU'AU NIVEAU NATIONAL

Parmi les offres d'emploi diffusées en Île-de-France ce trimestre, 81 % concernent des contrats durables, avec 74 % de CDI. À l'échelle nationale, cette proportion est de 70 %, dont 63 % de CDI.

Le volume de CDI parmi les offres d'emploi diminue plus fortement ce trimestre avec –16,9 % sur un an en Île-de-France, contre –23,4 % au niveau national. Le nombre de CDD de plus de 6 mois continue de diminuer en Île-de-France, avec une diminution de 22,1 % sur un an contre 13,8 % pour la France entière. Le volume de CDD de moins d'un mois continue également de diminuer (–23,2 % en Île-de-France contre –17,1 % au niveau national). La baisse du nombre de contrats de 1 à 6 mois est plus limitée (–4,2 % contre –6,4 % au niveau national).

GRAPHIQUE 10
ÉVOLUTION TRIMESTRIELLE DES OFFRES D'EMPLOI DIFFUSÉES (EN MILLIERS)



Source : France Travail, Offres d'emploi diffusées ; Données brutes

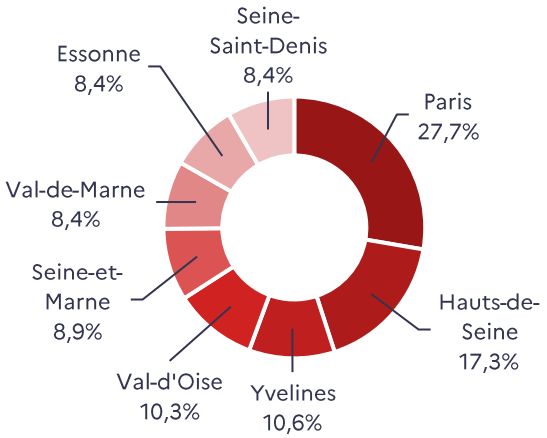
LES ÉTABLISSEMENTS PARISIENS DIFFUSENT PLUS D'UN QUART DES OFFRES D'EMPLOI EN ÎLE-DE-FRANCE

Au quatrième trimestre 2025, près de la moitié des offres d'emploi diffusées en Île-de-France proviennent d'établissements situés à Paris (27,7 %) et dans les Hauts-de-Seine (17,3 %).

L'évolution des offres d'emploi sur un an montre une tendance à la baisse dans quasiment tous les départements, notamment dans les Hauts-de-Seine avec une baisse de 18,4 % et à Paris avec une baisse de 18,1 %. Dans le Val-de-Marne, en Seine-Saint-Denis et en Seine-et-Marne, la baisse est de respectivement 18,8 %, 17,5 % et 17,4 %. Seul le Val-d'Oise affiche une hausse des offres d'emploi sur un an (+14,2 %).

Ce trimestre, le nombre d'offres d'emploi publiées est au-dessus du niveau enregistré au quatrième trimestre 2019 pour le Val-d'Oise (+47,5 %) et quasi-similaire pour la Seine-et-Marne (+0,3 %). Il est au contraire en-dessous pour les autres départements, notamment Paris (–49,2 %) et les Hauts-de-Seine (–31,5 %).

GRAPHIQUE 11
RÉPARTITION PAR DÉPARTEMENT DES OFFRES DIFFUSÉES



Source : France Travail, Offres d'emploi diffusées ; Données brutes, IDF

LES MÉTIERS LES PLUS RECHERCHÉS DANS LES OFFRES D'EMPLOI CONFIÉES À FRANCE TRAVAIL

Au quatrième trimestre 2025, France Travail a enregistré 92 368 offres d'emploi en Île-de-France sur un total de 374 035 offres diffusées, marquant une baisse de 1,0 % par rapport au trimestre précédent et une baisse de 16,6 % par rapport à l'année précédente. Près de la moitié de ces offres d'emploi sont réparties entre trois grands domaines de métiers : « Service à la personne et à la collectivité » (20,1 %), « Commerce, Vente et Grande distribution » (14,3 %) et « Support à l'entreprise » (12,1 %).

Par domaine professionnel, l' « Aide à la vie quotidienne » reste en tête des domaines les plus recherchés par les employeurs franciliens au troisième trimestre 2025 avec plus de 6 700 offres, dont 94,2 % de contrats durables. Par rapport au quatrième trimestre 2024, 1 886 offres d'emploi de moins ont été recensées dans ce domaine, soit une baisse de 21,9 %. Dans ce domaine, plus de deux offres sur cinq sont sur le métier « Employé familial / Employée familiale ».

TABLEAU 5 : LES 15 DOMAINES PROFESSIONNELS LES PLUS RECHERCHÉS PAR LES ENTREPRISES	Nombre d'offres au T4_2025	Evolution annuelle		Evolution trimestrielle
		en volume	en %	
Aide à la vie quotidienne	6 743	-1 886	-21,9%	-3,4%
Production culinaire	4 942	-428	-8,0%	13,0%
Force de vente	4 034	-1 719	-29,9%	-0,1%
Secrétariat et assistance	4 002	-1 805	-31,1%	-5,8%
Equipements de production, équipements collectifs	3 745	-918	-19,7%	10,9%
Formation initiale et continue	3 548	761	27,3%	13,6%
Commerce non alimentaire et de prestations de confort	3 442	-708	-17,1%	-3,9%
Magasinage, manutention des charges et déménagement	3 427	-702	-17,0%	0,3%
Personnel de conduite du transport routier	3 203	-492	-13,3%	-6,5%
Commerce alimentaire et métiers de bouche	2 738	444	19,4%	-3,1%
Second oeuvre	2 730	-75	-2,7%	22,3%
Action sociale, socio-éducative et socio-culturelle	2 560	-528	-17,1%	-7,0%
Grande distribution	2 401	-1 039	-30,2%	-16,0%
Comptabilité et gestion	2 348	-692	-22,8%	-3,8%
Véhicules, engins, aéronefs	2 135	-699	-24,7%	8,4%

Source : France Travail, Offres d'emploi collectées ; Données brutes, IDF

La « Production culinaire » se place en second rang avec 4 942 offres d'emploi (dont 85,0 % d'offres durables). Le domaine observe une diminution sur un an, moindre par rapport aux autres domaines, de 8,0 % (soit 428 offres en moins).

Le domaine de la sécurité qui, depuis les Jeux Olympiques et Paralympiques, restait dans les 15 domaines avec le plus d'offres, redescend à la seizième place ce trimestre avec 2 106 offres.

Parmi les 15 domaines professionnels avec le plus d'offres confiées à France Travail, le ratio nouvelles offres/nouveaux demandeurs est le plus élevé pour les domaines de l' « Equipements de production, équipements collectifs », et de l' « Action sociale, socio-éducative et socio-culturelle ». Au global, la tension (ratio offre/demande) est en diminution par rapport à la période précédente. Cette diminution de la tension, est le fruit d'un double mécanisme de diminution du nombre d'offres enregistrées ainsi que de l'augmentation de la demande d'emploi sur la quasi-totalité des domaines.

TABLEAU 6 : LES 15 DOMAINES PROFESSIONNELS LES PLUS RECHERCHÉS PAR LES ENTREPRISES (PART DES OFFRES DURABLES)	Les offres durables		Ratio de tension sur une année glissante (OEE/DEE)	
	Part	Evolution sur un an (en point)	sept-24	sept-25
Aide à la vie quotidienne	94,2%	+0,1	0,4	0,4
Production culinaire	85,0%	+2,5	0,4	0,3
Force de vente	80,8%	-4,2	0,6	0,5
Secrétariat et assistance	65,9%	-0,8	0,3	0,2
Equipements de production, équipements collectifs	79,6%	+0,9	1,2	0,8
Formation initiale et continue	40,0%	-36,9	0,5	0,5
Commerce non alimentaire et de prestations de confort	69,6%	-9,2	0,3	0,2
Magasinage, manutention des charges et déménagement	50,3%	-7,4	0,2	0,2
Personnel de conduite du transport routier	81,3%	-0,2	0,3	0,2
Commerce alimentaire et métiers de bouche	60,2%	-15,8	0,5	0,5
Second oeuvre	63,4%	-5,0	0,3	0,2
Action sociale, socio-éducative et socio-culturelle	83,4%	-4,0	1,1	0,9
Grande distribution	80,1%	+5,1	0,3	0,2
Comptabilité et gestion	78,2%	+0,4	0,4	0,3
Véhicules, engins, aéronefs	81,5%	-5,8	1,2	0,7

Source : France Travail, Offres d'emploi collectées ; Données brutes, IDF

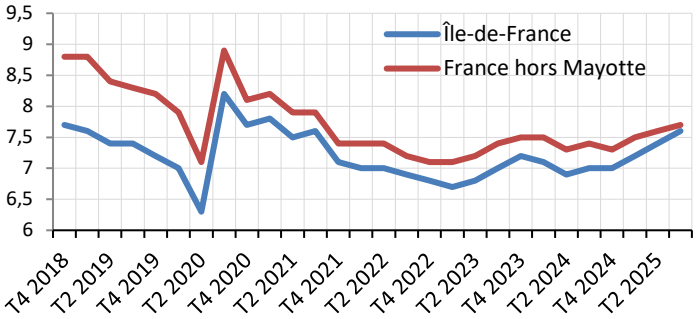
TAUX DE CHÔMAGE – TROISIÈME TRIMESTRE / ENTRÉES EN FORMATION – JANV. À NOVEMBRE 2025

AU TROISIÈME TRIMESTRE 2025, LE TAUX DE CHÔMAGE AUGMENTE LÉGÈREMENT EN ÎLE-DE-FRANCE

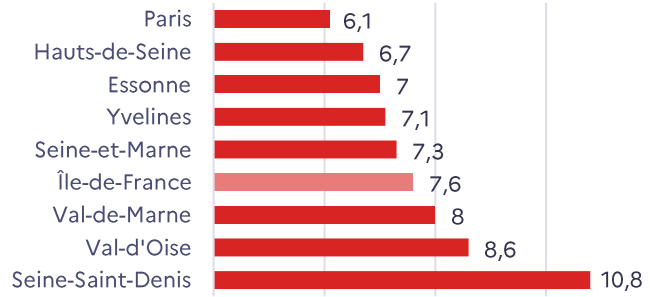
Après une augmentation de 0,2 point de pourcentage au premier et au deuxième trimestre 2025, le taux de chômage en Île-de-France augmente à nouveau de 0,2 point de pourcentage au troisième trimestre. Il s'établit à 7,6 % de la population active, son niveau le plus élevé sur la période depuis le troisième trimestre 2021. Il demeure légèrement inférieur au taux national (France hors Mayotte) qui augmente de 0,1 point et atteint 7,7 % au troisième trimestre.

Le taux de chômage est en hausse dans tous les départements franciliens. Elle est plus marquée dans le Val-de-Marne (8,0 % de taux de chômage) avec une hausse de 0,3 point sur le trimestre. En Seine-Saint-Denis (10,8 %), dans le Val-d'Oise (8,6 %), en Seine-et-Marne (7,1 %) et dans les Hauts-de-Seine (6,7 %), le taux de chômage augmente de 0,2 point de pourcentage. Dans les Yvelines (7,1 %), en Essonne (7,0 %) et à Paris (6,1 %) la hausse est moins marquée (+0,1 point de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2025).

GRAPHIQUE 12
ÉVOLUTION DU TAUX DE CHÔMAGE



GRAPHIQUE 13
TAUX DE CHÔMAGE (EN %) PAR DÉPARTEMENT



Source : Insee Conjoncture, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

LA FORMATION COMME MOYEN D'ACCOMPAGNER LES TRANSITIONS PROFESSIONNELLES (JANVIER-NOVEMBRE 2025)

De janvier à novembre 2025, le nombre cumulé d'entrées en formation en Île-de-France a augmenté de 3,9 % par rapport à la même période de l'année précédente (+4,7 % au niveau national). Parmi ces demandeurs d'emploi en formation, 20,8 % sont des jeunes (cette part est de 23,3 % au niveau national), 14,4 % sont âgés de 50 ou plus (15,4 % au national) et 10,9 % sont des demandeurs d'emploi de longue durée (11,2 % au niveau national). Au total ce sont 42,2 % des entrées en formation qui concernent des publics prioritaires (46,8 % au niveau national).

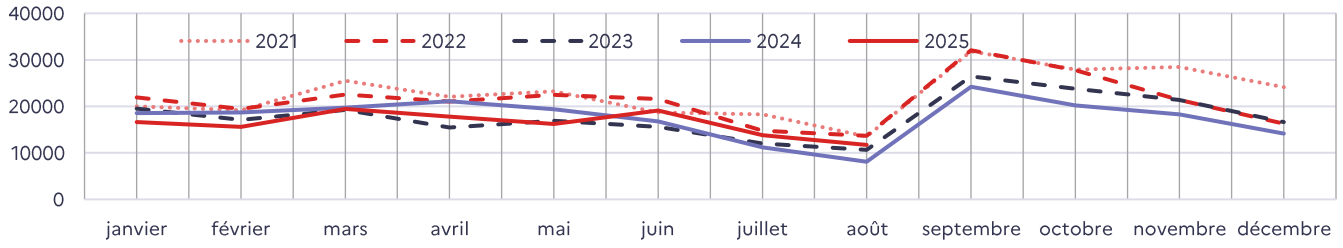
Plus de la moitié des formations sont réalisées dans les champs de formation « Transport », « Développement professionnel et personnel » et « Langues » avec des parts respectives de 31,8 %, 11,2 % et 8,2 %. Dans le « Transport », près de 60 % des formations relèvent de la « Conduite Auto » (58,5 %). Au sein du « Développement Professionnel Et Personnel », quatre formations concentrent près de huit entrées en formations sur dix : le « Bilan professionnel » (23,5 %), la « Bureautique » (19,1 %), l' « Accompagnement vers l'emploi » (17,8 %) et la « Mise à niveau » (15,1 %).

TABLEAU 7
LES ENTRÉES EN FORMATION*

	De janv. à nov. 2025						
	Volume	Evolution sur un an	Part entrées PIC	Part entrées DELD	Part entrées jeunes	Part entrées seniors	Part entrées BOETH
Ile-de-France	203 757	3,9%	42,2%	10,9%	20,8%	14,4%	4,4%
France entière	1 034 070	4,7%	46,8%	11,2%	23,3%	15,4%	8,0%

* Tous financeurs (y compris CPF autonome)

GRAPHIQUE 14
ÉVOLUTION MENSUELLE DES ENTRÉES EN FORMATION EN ÎLE-DE-FRANCE



Source : France Travail, Données brutes

HAUSSE DE LA REPRISE D'EMPLOI DES DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS À FRANCE TRAVAIL (TAE)

Parmi les demandeurs d'emploi franciliens inscrits en catégories A ou B au premier trimestre 2025, 34,5 % ont retrouvé un emploi d'un mois ou plus dans les six mois suivants. Ce taux est en hausse de 1,6 point par rapport au quatrième trimestre 2024, après une baisse de 2,4 points au trimestre précédent. Ce taux est également en hausse de 0,4 point par rapport à l'année précédente. À l'échelle nationale, le taux de retour à l'emploi se situe à 39,1 %. Il est en hausse par rapport au trimestre précédent (+3,3 points) et en hausse sur un an (+1 point).

Sur la même période, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à France Travail en catégories A ou B augmente de 8,0 % par rapport au trimestre précédent en Île-de-France et de 7,5 % au niveau de la France entière (données brutes). Sur un an, ce nombre est en hausse de 12,2 % au niveau de la région et de 9,2 % au niveau national (données brutes).

GRAPHIQUE 15
LES REPRISES D'EMPLOI DANS LES 6 MOIS*

*Taux de retour à l'emploi des demandeurs d'emploi inscrits en catégories A ou B

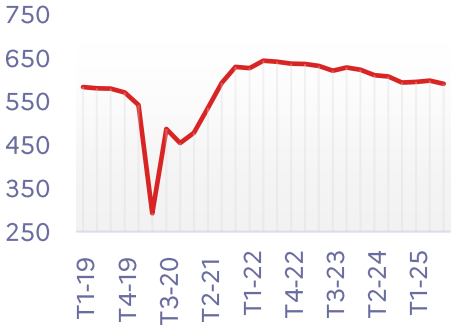
Source : France Travail, Données brutes, IDF

BAISSE DU NOMBRE DE DÉCLARATIONS D'EMBAUCHE DE PLUS D'UN MOIS (HORS INTÉRIM) AU TROISIÈME TRIMESTRE 2025

Au troisième trimestre 2025, la région Île-de-France recense 590 114 déclarations d'embauche (DPAE) de plus d'un mois, hors intérim. Après une année de diminution en 2024, et une augmentation en 2025, le nombre de DPAE est en baisse au troisième trimestre (–1,2 %, soit 7 453 DPAE en moins par rapport au trimestre précédent). Sur un an, les déclarations d'embauche sur la région sont en baisse de 2,9 %. À l'échelle nationale, le nombre de DPAE est en baisse (–0,8 % sur le trimestre et –1,2 % sur l'année).

Le volume de DPAE en Île-de-France diminue sur les CDI ainsi que sur les CDD. Les embauches en CDI baissent de 0,6 % (après une hausse de 2,9 % au trimestre précédent). Les CDD de plus d'un mois connaissent une diminution de 2,4 % (après une diminution de 3,2 % le trimestre précédent). Le volume de CDD de moins d'un mois augmente (+0,9 %, après une hausse de 0,2 %). Au total, le volume de l'ensemble des déclarations d'embauche (moins d'un mois inclus, hors intérim), augmente de 0,3 % ce trimestre, soit 6 045 déclarations en plus.

GRAPHIQUE 16
ÉVOLUTION DES DPAE DE PLUS D'UN MOIS HORS INTÉRIM (EN MILLIERS)



Source : Urssaf, Données CVS, IDF

Le niveau de déclarations d'embauche de plus d'un mois hors intérim se maintient à un niveau élevé, supérieur de 3,4 % à celui du dernier trimestre 2019, avant la crise sanitaire (+6,7 % au niveau national). L'Île-de-France maintient une part stable des embauches nationales, représentant plus d'un quart des déclarations.

Au trimestre précédent, les secteurs « Hébergement et restauration », « Activités de services administratifs et de soutien » et « Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles » comptabilisaient le plus de recrutements de plus d'un mois hors intérim en Île-de-France. Parmi eux, seul le secteur des « Activités de services administratifs et de soutien » affichait une hausse des DPAE sur un an (+4,7 %). Ces données n'ont pas été rendues disponibles pour le troisième trimestre 2025 à date.

AVERTISSEMENT (19/11/2025) : SUSPENSION DE LA MISE A JOUR DES JEUX DE DONNEES SUR LES DECLARATIONS D'EMBAUCHE PAR L'URSSAF

De récentes analyses menées par l'URSSAF montrent que des modifications intervenues fin mars 2025 sur le formulaire dématérialisé de la déclaration préalable à l'embauche (DPAE) ont conduit depuis à des erreurs déclaratives sur le type de contrat renseigné par les entreprises déclarantes. Ces erreurs, dont l'ampleur reste à évaluer, sont de nature à altérer les séries par type de contrat (CDI/CDD) ainsi que le champ des déclarations d'embauche de plus d'un mois habituellement suivi dans ce Baromètre. Ainsi, en l'attente d'investigations complémentaires et de mesures correctives permettant de garantir la fiabilité des données, la publication des séries de déclarations d'embauches est suspendue. En outre, il convient de considérer avec beaucoup de prudence les données publiées sur la période avril 2025-septembre 2025.

LE NOMBRE CUMULÉ DE CRÉATIONS D'ENTREPRISES SUR DOUZE MOIS PROGRESSE CE TRIMESTRE

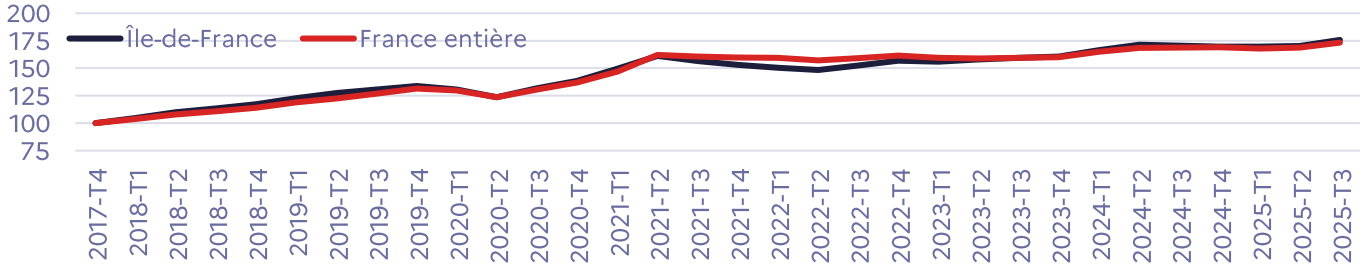
Entre octobre 2024 et septembre 2025, 323 560 entreprises ont été créées en Île-de-France. Ce cumul sur douze mois est en hausse (+3,3 %) par rapport à la fin du trimestre précédent. Il augmente de 3,1 % par rapport à l'année précédente en Île-de-France et augmente de 2,7 % au niveau national.
A fin septembre 2025 le nombre cumulé de créations d'entreprises sur douze mois est en hausse dans les secteurs du Commerce, transports, hébergement et restauration (+3,7 %) et de l'Industrie (+5,7 %) par rapport au cumul à fin juin 2025. Ces augmentations sont principalement portées par les créations dans le Commerce (+7,9 %) et dans le secteur de l'Industrie manufacturière (+7,8 %). Dans le secteur de la Construction, le nombre de créations augmente également (+2,9 %) ainsi que dans le secteur des Services (+3,1 %).
La part des entreprises individuelles, y compris micro-entreprises, dans les entreprises créées reste stable et est identique à celle au trimestre précédent, à savoir 68,3 % du total des entreprises créées sur douze mois à fin septembre 2025.

TABLEAU 9
NOMBRE DE CRÉATIONS D'ENTREPRISES CUMULÉ SUR UNE ANNÉE GLISSANTE, Y COMPRIS MICRO-ENTREPRENEURS (EN FIN DE TRIMESTRE)

	Volumes			Variations du cumul annuel (en %)	
	2024-T3	2025-T2	2025-T3	trimestrielle	annuelle
Île-de-France	313 846	313 184	323 555	3,3	3,1
France entière	1 109 314	1 110 267	1 139 428	2,6	2,7

Source : Insee Conjoncture, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements–Sirene) ; Données brutes
* données trimestrielles brutes en date de jugement. Chaque point représente le cumul des 4 derniers trimestres.

GRAPHIQUE 17
ÉVOLUTION DU NOMBRE DE CRÉATIONS D'ENTREPRISES SUR UN AN (INDICE BASE 100 AU 4E TRIMESTRE 2017)



Source : Insee Conjoncture, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements –Sirene) ; Données brutes
* données trimestrielles brutes en date de jugement. Chaque point représente le cumul des 4 derniers trimestres.

À LA FIN DU TROISIÈME TRIMESTRE 2025, L'AUGMENTATION DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES RALENTIT À NOUVEAU

Entre octobre 2024 et septembre 2025, le nombre cumulé annuel de défaillances d'entreprises sur douze mois continue d'augmenter en Île-de-France (+5,9 % sur un an) mais moins rapidement qu'à la période précédente (+10,5 % sur un an à fin juin 2025). Au niveau national, ce nombre augmente de 6,2 % (+8,6 % à fin juin 2025).
Plus d'un cinquième des défaillances concerne le secteur de l'industrie, mais elles sont en baisse ce trimestre (–3,6 % en septembre 2025, après +2,0 % en juin 2025 – évolution du cumul des 12 mois glissants sur un an). Les défaillances augmentent en revanche de manière soutenue dans les secteurs de Soutien aux entreprises (+21,8 %) et dans les secteurs du Commerce et réparation automobile (+14,6 %).

La progression des défaillances ralentit et s'inscrit dans un contexte de fort dynamisme de créations d'entreprises à la suite de la crise sanitaire et après un fort ralentissement des défaillances pendant la période covid (2020-2021).

TABLEAU 10
NOMBRE DE DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES CUMULÉ SUR UNE ANNÉE GLISSANTE (EN FIN DE TRIMESTRE)

	Volumes*			Glissement du cumul annuel (en %)	
	2024-T3	2025-T2	2025-T3	trimestrielle	annuelle
Île-de-France	15 114	15 924	16 007	0,5	5,9
France entière	64 370	67 594	68 353	1,1	6,2

Source : Fiben, Banque de France ; Données brutes
* données trimestrielles brutes en date de jugement. Chaque point représente le cumul des 4 derniers trimestres.

LE PIB RALENTIT AU QUATRIÈME TRIMESTRE 2025 (+0,2 % APRÈS +0,5 %)

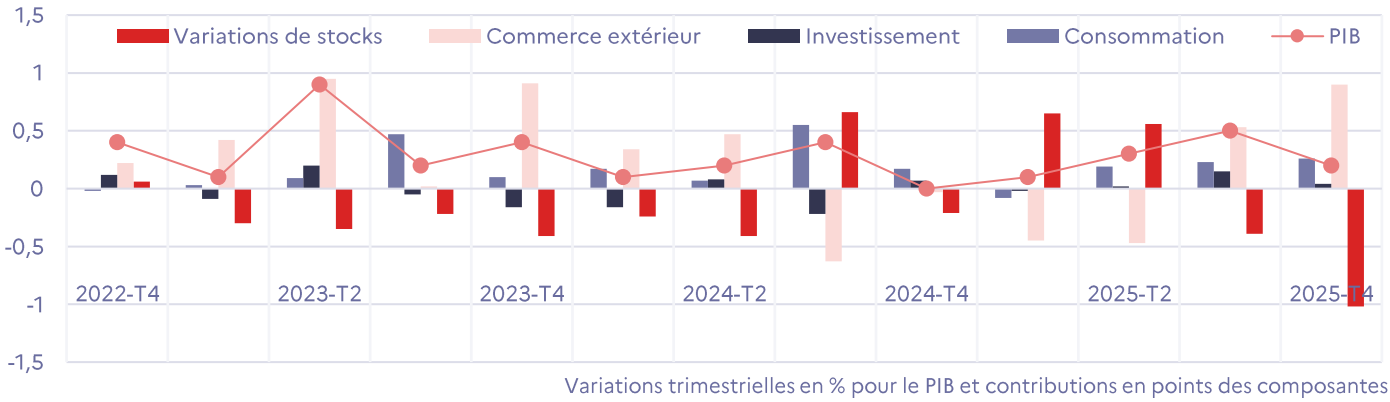
Le produit intérieur brut (PIB) en volume* ralentit au quatrième trimestre 2025 : il augmente de 0,2 %, après +0,5 % au troisième trimestre. En moyenne en 2025, il augmente de 0,9 %.

La demande intérieure finale (hors stocks) ralentit légèrement (contribution de +0,3 point à la croissance après +0,4 point au troisième trimestre). La formation brute de capital fixe freine (+0,2 % après +0,7 %) et la consommation des ménages accélère modérément (+0,3 % après +0,1 %).

La contribution du commerce extérieur à la croissance est de nouveau positive au quatrième trimestre (+0,9 point après +0,5 point) : les exportations ralentissent fortement ce trimestre (+0,9 % après +3,2 %) tandis que les importations se replient nettement (–1,7 % après +1,5 %).

Enfin, la contribution des variations de stocks à l'évolution du PIB est fortement négative ce trimestre : -1 point après –0,4 point au troisième trimestre 2025.

GRAPHIQUE 18
LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT ET SES COMPOSANTES



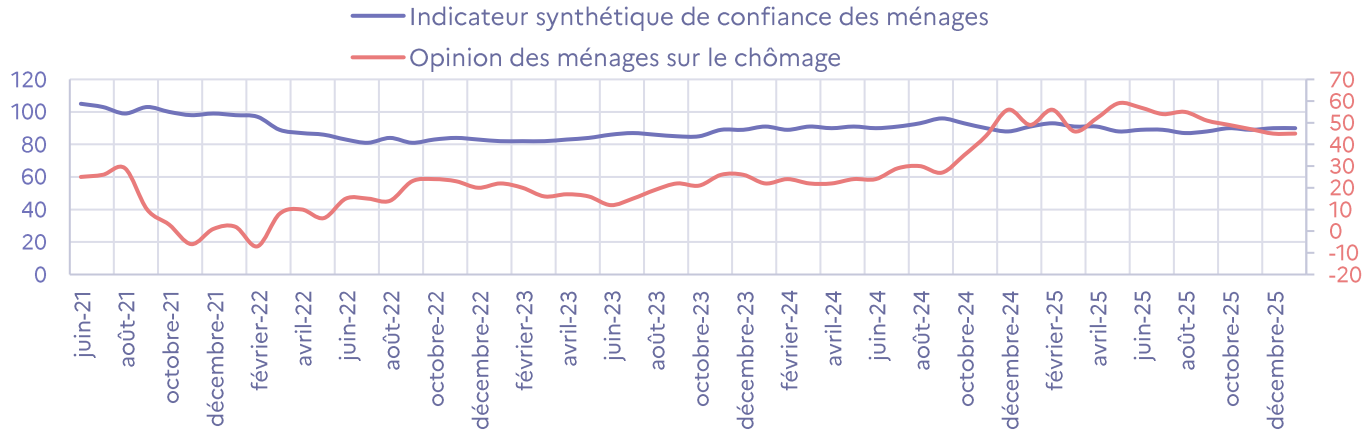
Variations trimestrielles en % pour le PIB et contributions en points des composantes
Source : Insee (CVS-CJO),

EN JANVIER 2026, LA CONFIANCE DES MÉNAGES EST STABLE

En janvier 2026, la confiance des ménages est stable. À 90, l'indicateur qui la synthétise est inchangé et demeure au-dessous de sa moyenne de longue période (100 entre janvier 1987 et décembre 2025).

En janvier 2026, les craintes des ménages concernant l'évolution du chômage sont stables. Le solde correspondant (indicateur à 45) demeure bien au-dessus de sa moyenne de longue période (33 entre janvier 1987 et décembre 2024).

GRAPHIQUE 19
OPINION DES MÉNAGES : INDICATEUR SYNTHÉTIQUE ET SOLDE D'OPINION SUR LE CHÔMAGE



Source : Insee, enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages

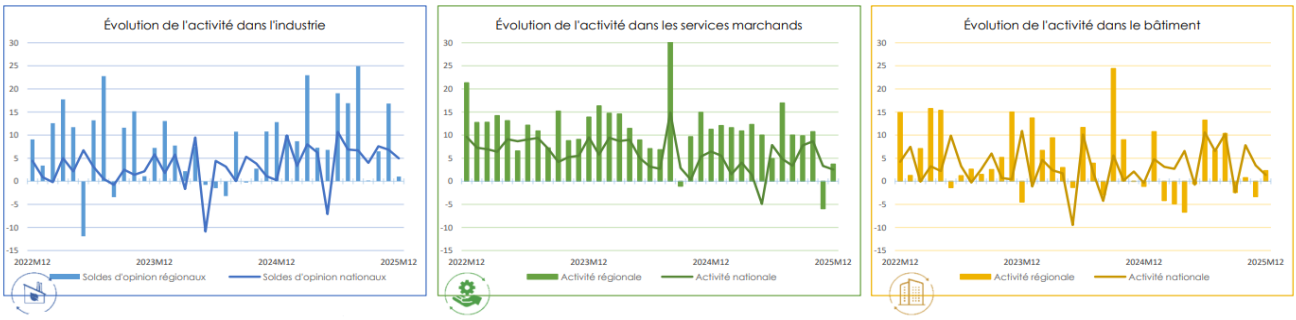
PROJECTIONS MACROÉCONOMIQUES

TENDANCES RÉGIONALES – DÉCEMBRE 2025

En décembre, l'activité économique francilienne est restée globalement stable, avec des performances contrastées selon les secteurs.
Dans l'industrie, le secteur des matériels de transport a ralenti, du fait de la période des congés de fin d'année. Le secteur des équipements électriques et électroniques est resté relativement stable et l'activité a légèrement reculé dans l'agro-alimentaire. Les produits en caoutchouc et plastique se maintiennent malgré les conditions de marché défavorables liés à la concurrence internationale. Le travail du bois-papier-imprimerie continue de croître soutenu par la demande à l'export. L'activité dans le secteur de la chimie poursuit sa croissance, portée par le dynamisme de la demande étrangère. Les prix des matières premières et des produits sont globalement stables.
Globalement, les services marchands ont enregistré un léger regain, portée essentiellement par les activités de conseil en gestion, l'informatique et l'ingénierie, après une forte baisse en novembre. L'hôtellerie-restauration maintient sa stabilité, en décembre les activités hotellières ont compensé les difficultés dans la restauration. Le secteur des services marchands évolue dans un contexte de modération des prix, d'effectifs stables et d'une trésorerie qui se dégrade.
L'activité dans le secteur du bâtiment est de nouveau stable après trois mois consécutifs de recul, le second œuvre compensant la contraction marquée dans le gros œuvre. Les travaux publics poursuivent leur reprise. Les prix des devis accusent un nouveau léger repli alors que les effectifs restent globalement stables. Pour janvier 2026, les perspectives restent légèrement positives dans le second œuvre et sont très favorables pour le prochain trimestre dans les travaux publics, ce dernier secteur restant toutefois soumis aux incertitudes liées aux élections municipales et aux contraintes budgétaires des collectivités locales.

Source : Banque de France, TENDANCES RÉGIONALES – Décembre 2025

GRAPHIQUE 20
ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ



PROJECTIONS MACROÉCONOMIQUES POUR LA FRANCE ÉTABLIES PAR LA BANQUE DE FRANCE – DÉCEMBRE 2025

Les nouvelles projections macroéconomiques de la Banque de France ont été arrêtées début décembre dans un contexte national d'incertitude élevée. La discussion budgétaire étant encore en cours, elles s'appuient, comme l'an dernier, sur les projets de loi de finances initiaux du Gouvernement. Une consolidation budgétaire moindre que celle des projets initiaux n'entraînerait pas pour autant un surplus de croissance, car l'incertitude fiscale prolongée se traduirait par des comportements des ménages et des entreprises toujours plus attentistes.
Compte tenu de sa hausse de 0,5 % au troisième trimestre 2025 et des dernières informations disponibles pour le quatrième trimestre, le PIB progresserait à un rythme de 0,9 % en moyenne annuelle en 2025, après 1,1 % en 2024. L'activité a notamment été tirée par la production de matériels de transport (aéronautique). La croissance se raffermirait un peu à 1,0 % en 2026 et 2027, et à 1,1 % en 2028, soutenue par le redressement de la consommation des ménages et de l'investissement privé.
L'inflation resterait inférieure à 2 % sur l'horizon de prévision. Après 2,3 % en 2024, l'inflation totale (IPCH) en moyenne annuelle atteindrait un point bas en 2025 à 0,9 %, lié au recul marqué des prix de l'énergie consécutif à la baisse des tarifs réglementés de l'électricité et du prix du pétrole. Elle remonterait ensuite pour atteindre 1,3 % en 2027, puis 1,8 % en 2028. L'inflation hors énergie et alimentation, principalement liée à l'inflation dans les services, resterait à peu près stable sur l'horizon de projection (autour de 1,6-1,7 %).
La consommation des ménages, après une évolution relativement atone en 2025 sous l'effet notamment d'une forte épargne liée à l'incertitude, serait soutenue en 2026 par les gains de pouvoir d'achat du salaire moyen par tête puis par la reprise de l'emploi à partir de 2027, sous l'hypothèse d'un repli de l'incertitude politique et budgétaire. Le taux de chômage à 7,7 % au troisième trimestre 2025 progresserait légèrement en 2026, puis amorcerait un repli à 7,6 % en 2027 et à 7,4 % en 2028.
Un maintien de l'instabilité politique et budgétaire continuerait de peser sur la consommation des ménages et l'investissement des entreprises. Les aléas entourant l'inflation proviennent notamment du prix des importations (matières premières, taux de change, montée des importations chinoises, etc.) dans un contexte international incertain.

Source : Banque de France, PROJECTIONS MACROÉCONOMIQUES – Décembre 2025

+0,1 | 0,0
6 361 700
Emploi salarié
au T3 2025

-1,7 | -5,7
114 829
Nombre d'intérimaires
au T3 2025

+3,6 | +8,5
678 680
DEFM (cat A / données CVS)
au T4 2025

+1,9 | +6,5
1 072 110
DEFM (cat ABC / données CVS)
au T4 2025

+10,4 | +54,0
159 330
Nombre moyen d'entrées en cat ABC
au T4 2025

+10,9 | +60,1
153 060
Nombre moyen de sorties de cat ABC
au T4 2025

+6,2 | -15,7
374 035
Nombre d'offres d'emploi diffusées par France Travail et ses Partenaires
au T4 2025

+0,5 | -4,5
590 114
Nombre de DPAE de plus d'un mois hors intérim
au T3 2025

+3,9
203 757
Nombre d'entrée en formation
De janv. à nov. 2025

+3,3 | +3,1
323 555
Nombre de créations d'entreprises sur un an
au T3 2025

+0,5 | +5,9
16 007
Nombre de défaillances d'entreprises sur un an
au T3 2025

Evolution trimestrielle en %

Evolution annuelle en %

Justine Aubry, Emma Faure
Direction de la Performance, Service statistiques

GLOSSAIRE

LA STATISTIQUE DU MARCHÉ DU TRAVAIL

La Statistique du marché du travail (STMT) est une source statistique exhaustive issue des fichiers de gestion de France Travail. Elle porte sur tous les demandeurs d'emploi inscrits, entrés ou sortis des listes un mois donné.

DEMANDEURS D'EMPLOI : DÉFINITION ET DIFFÉRENCE AVEC LE CHÔMAGE AU SENS DU BIT

Les demandeurs d'emploi sont des personnes qui sont inscrites à France Travail. Conformément aux recommandations du rapport du Cnis sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous–emploi et de précarité de l'emploi (septembre 2008), la DARES et France Travail présentent depuis 2009, à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail selon les catégories suivantes :

Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi
Catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité de 78 heures ou moins dans le mois
Catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité de plus de 78 heures dans le mois
Catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (formation, maladie…), sans emploi
Catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (contrats aidés, créateurs d'entreprise…)
Catégorie F : demandeurs d'emploi orientés en parcours social
Catégorie G : demandeurs d'emploi en attente d'orientation

Est chômeur au sens du BIT toute personne de 15 ans ou plus qui n'a pas travaillé au moins une heure pendant une semaine de référence, est disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours et a recherché activement un emploi dans le mois précédent ou en a trouvé un qui commence dans les trois mois. Le chômage au sens du BIT est mesuré par l'enquête Emploi de l'Insee.

MÉTHODOLOGIE DES ESTIMATIONS TRIMESTRIELLES D'EMPLOI

Les Estimations trimestrielles d'emploi sont élaborées sur l'ensemble de l'emploi salarié (privé et public) et sur le champ de la France hors Mayotte. Elles mobilisent les données issues des déclarations sociales des employeurs centralisées par l'Acoss pour l'emploi hors intérim du secteur privé et pour l'emploi des fonctions publiques territoriale et hospitalière. Le traitement de l'intérim est assuré par la DARES. Les données de la fonction publique de l'État sont obtenues à partir des bulletins de paye des agents de l'État. Les données relatives à l'agriculture proviennent de la Mutualité sociale agricole. Sur la période non couverte par les estimations annuelles définitives, les Estimations trimestrielles d'emploi sont établies en supposant la poursuite des tendances de comportements de multi-activité.

NOMBRE D'INTÉRIMAIRES EN FIN DE TRIMESTRE

Nombre de personnes dont l'emploi principal est un emploi intérimaire. Cette mesure du nombre d'intérimaires se fait sur 5 jours ouvrés en fin de trimestre. Ces intérimaires sont ventilés par secteur d'activité utilisateur et par région de l'établissement utilisateur .

L'ENQUÊTE BESOIN DE MAIN D'OEUVRE BMO

Enquête annuelle réalisée depuis 2002 par France Travail en collaboration avec le CREDOC dans l'objectif d'appréhender quantitativement et qualitativement les besoins en main–d'œuvre des employeurs sur l'ensemble du territoire français.

LES PUBLICS PRIORITAIRES DE LA FORMATION

Le plan d'investissement dans les compétences (PIC) à France Travail définit des publics prioritaires pour lesquels la valeur ajoutée de la formation sur l'accès à l'emploi a été évaluée comme la plus grande. Ces publics prioritaires sont :

- les bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- les bénéficiaires du RSA
- les publics sans diplôme ou ayant un diplôme inférieur au BAC
- les publics âgés de 55 ans ou plus
- les publics âgés de moins de 26 ans avec un diplôme inférieur à BAC+2

TAUX D'ACCÈS À L'EMPLOI (TAE)

Le TAE est un indicateur utilisé par France Travail qui mesure la part de demandeurs d'emploi en catégorie A ou B ayant repris un emploi leur permettant de sortir de catégorie A ou B dans les 6 mois suivants.

En savoir plus

FRANCE TRAVAIL

Données chiffrées
Chômage et demandeurs d'emploi
Observatoire de l'emploi en Île-de-France

DARES

Demande d'emploi par région

INSEE

Tableau de bord de la conjoncture : Île-de-France

URSSAF

Employeurs

Directrice de la publication
Nadine CRINIER

Directeur de la rédaction
Stephan JOLY

Réalisation
Service des Statistiques, des Études et de l'Évaluation

France Travail, Direction régionale Île-de-France
3 rue Galilée
93 160 Noisy-le-Grand

francetravail.org